



Les entreprises japonaises portent un coup involontaire à la politique américaine en Asie de l'Est

Description

Par Saul J Takahashi, le 19 février 2024

La décision du géant japonais du commerce Itochu de rompre ses liens avec un entrepreneur israélien du secteur de la défense à la suite de l'arrêt préliminaire de la CIJ sur la guerre d'Israël contre Gaza aura des conséquences au-delà de la Palestine.



La décision d'Itochu est certainement le signe avant-coureur d'un isolement croissant d'Israël, écrit M. Takahashi [Toru Hanai/File Photo/Reuters].

[L'annonce](#) surprise du géant japonais du commerce Itochu, le 5 février, selon laquelle il mettait fin à son accord avec l'entreprise israélienne de défense Elbit Systems, a provoqué une onde de choc au sein de l'entreprise japonaise. Itochu a déclaré expressément qu'il fondait sa décision sur la décision de la Cour internationale de justice selon laquelle Israël pourrait commettre un génocide à Gaza, et sur la position du gouvernement japonais selon laquelle la décision de la CIJ doit être mise en œuvre « de bonne foi ».

Itochu est importante ; c'est un nom connu au Japon, la troisième plus grande société commerciale et l'un des titans de l'économie du pays avec un [revenu](#) de plus de 104 milliards de dollars en 2023. Les grandes sociétés commerciales comme Itochu sont également importantes sur le plan politique, car elles ont toujours été considérées comme les capitaines de l'économie japonaise basée sur le commerce. La décision d'Itochu envoie un message très clair sur l'acceptabilité de faire des affaires avec Israël.

Cette décision place Itochu dans une ligue différente de celle des nombreux États et entreprises occidentaux qui ont soit ignoré l'arrêt de la CIJ, soit dénoncé les accusations de génocide comme étant « sans fondement ». Les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni, de la

France et de l'Allemagne, pour ne pas en citer que quelques-uns, ont continué à fournir à Israël des armes et un soutien politique pour poursuivre le massacre gratuit de civils innocents, en violation flagrante de la décision préliminaire de la CIJ. Certains gouvernements occidentaux ont commencé à revenir sur leur soutien, mais les mots ne sont pas chers et le flux d'armes se [poursuit](#).

En effet, ces gouvernements ont poussé leur complicité criminelle jusqu'à couper les vivres à l'UNRWA, la principale agence des Nations unies au service des réfugiés palestiniens, sur la base d'accusations israéliennes sans doute fallacieuses selon lesquelles une poignée des 13 000 employés de l'organisation aurait été impliquée dans les attentats du 7 octobre contre Israël. On ne peut s'empêcher de s'interroger sur le timing du « dossier douteux » qu'Israël a soumis à ses complices occidentaux, littéralement quelques heures après que la CIJ a rendu sa décision selon laquelle Israël commettait probablement un génocide.

Toujours réceptifs au discours israélien, les médias occidentaux complaisants ont démenté souligné l'implication imaginaire de l'UNRWA dans le terrorisme, tout en ignorant pratiquement l'arrêt de la CIJ. La suppression du financement de l'UNRWA entraînera presque inévitablement la famine parmi les 85 % de Palestiniens de Gaza qui sont déplacés. Il agit là un exemple classique de « conditions de vie déplorables imposées en vue d'entraîner la destruction physique » d'un groupe ethnique, ce qui est considéré comme un acte de génocide en vertu du droit international.

D'une manière générale, le Japon n'est pas un fervent défenseur des droits des Palestiniens et le pays est d'ailleurs joint à ses alliés occidentaux pour mettre fin au financement de l'UNRWA ou des droits de l'homme en général. Itochu, pour sa part, est une des premières entreprises japonaises à avoir mis en place un système de diligence raisonnable fondé sur les droits humains pour ses activités commerciales (un processus qui a manifestement échoué lorsqu'elle a signé un accord avec Elbit en premier lieu).

Néanmoins, ces dernières années, les entreprises japonaises se sont montrées de plus en plus sensibles à l'opinion publique sur les questions relatives aux droits humains et à l'environnement. L'échec des Jeux Olympiques de Tokyo en 2020 a laissé derrière lui un héritage de gaspillage de fonds publics et de corruption, mais il a au moins servi de catalyseur pour que les entreprises japonaises prennent plus au sérieux les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains (qui stipulent que les entreprises ont la responsabilité de respecter les normes internationales en matière de droits humains). Cela ne veut pas dire que les entreprises japonaises sont nécessairement meilleures que leurs homologues occidentales et elles ne le sont pas mais dans ce cas, les manifestations qui ont eu lieu devant le siège d'Itochu à Tokyo et le [boycott](#) populaire de la chaîne de magasins de proximité Family Mart, propriété d'Itochu, dans des pays musulmans comme la Malaisie, ont clairement poussé l'entreprise à dépasser les bornes.

Selon Itochu, l'accord avec Elbit portait sur l'acquisition de matériel pour l'armée japonaise, et non sur la fourniture de technologies ou d'armes japonaises à Israël (Itochu a également déclaré avoir conclu un accord avec Elbit sur la base d'une demande du gouvernement japonais, ce que les autorités ont démenti de manière peu plausible). À supposer que cela soit vrai, la rupture des liens ne l'est que plus significative. Itochu a essentiellement

accepté que le fait de faire des affaires avec des sociétés militaires israéliennes entraîne ipso facto une complicité avec le génocide israélien. Il s'ensuit logiquement que les relations avec les entreprises israéliennes ou non qui sont impliquées dans d'autres violations israéliennes du droit international devraient également être rompues. C'est exactement ce que la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) demande à juste titre, afin que l'apartheid rende compte de ses crimes.

La décision d'Itochu est certainement le signe avant-coureur d'un isolement croissant d'Israël. Le monde occidental est depuis longtemps la première ligne de front du mouvement BDS et des tentatives israéliennes de l'étouffer. L'évolution de la situation au Japon montre, s'il en était encore besoin, que le mouvement BDS est véritablement devenu mondial.

La décision d'Itochu pourrait également avoir des répercussions bien au-delà de la Palestine, car la remilitarisation du Japon fait depuis longtemps partie intégrante de la grande stratégie des États-Unis en Asie de l'Est. Après la Seconde Guerre mondiale, le Japon a adopté une constitution pacifiste qui interdit le recours à la force pour résoudre les conflits internationaux. Toutefois, la pression exercée par les États-Unis sur le Japon pour qu'il joue un rôle militaire plus important en Asie s'est accrue ces dernières années, les Américains étant de plus en plus préoccupés par les défis chinois à l'hégémonie américaine.

L'approche japonaise, jusque-là prudente, a changé radicalement en 2012, avec l'arrivée de l'ultranationaliste Shinzo Abe au poste de Premier-Ministre. Sans se soucier le moins du monde de l'opinion publique, M. Abe a fait adopter à toute vapeur des projets de loi et des politiques extrêmement controversées visant à remilitariser le pays, en donnant notamment à l'armée une plus grande latitude pour combattre de concert avec les forces alliées (c'est-à-dire les États-Unis), même en dehors du Japon. Les exportations d'armes et le développement international conjoint, longtemps tabous, sont devenus du jour au lendemain une priorité du gouvernement. Le Japon s'est également engagé de manière proactive dans des alliances visant ouvertement à maintenir la Chine à sa place dans la hiérarchie internationale, telles que le dialogue quadrilatéral sur la sécurité. M. Abe a finalement quitté ses fonctions en 2020, mais l'orientation générale est restée la même et, en 2022, le gouvernement a profité de l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour proposer un quasi-doublement du budget militaire.

L'approche japonaise, jusque-là prudente, a changé radicalement en 2012, avec l'arrivée de l'ultranationaliste Shinzo Abe au poste de Premier-Ministre. Sans se soucier le moins du monde de l'opinion publique, M. Abe a fait adopter à toute vapeur des projets de loi et des politiques extrêmement controversées visant à remilitariser le pays, en donnant notamment à l'armée une plus grande latitude pour combattre de concert avec les forces alliées (c'est-à-dire les États-Unis), même en dehors du Japon. Les exportations d'armes et le développement international conjoint, longtemps tabous, sont devenus du jour au lendemain une priorité du gouvernement. Le Japon s'est également engagé de manière proactive dans des alliances visant ouvertement à maintenir la Chine à sa place dans la hiérarchie internationale, telles que le dialogue quadrilatéral sur la sécurité. M. Abe a finalement quitté ses fonctions en 2020, mais l'orientation générale est restée la même et, en 2022, le gouvernement a profité de l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour [proposer un quasi-doublement du budget militaire](#).

Dès le départ, le renforcement des relations avec Israël faisait partie intégrante de l'interaction plus poussée du Japon dans l'alliance militaire américaine. La forte dépendance au contrôle des pays arabes a fait de la Palestine un sujet traditionnellement sensible pour la politique étrangère japonaise, mais M. Abe a abandonné toute inhibition, en se rendant en Israël en 2015 et en faisant ouvertement avancer les accords commerciaux et de défense avec le pays. De sombres informations sur le développement conjoint d'armes avec Israël ont rapidement fait surface, avant d'être rapidement démenties. Des articles pro-israéliens ont été publiés dans les médias conservateurs, notamment des articles faisant l'éloge de la virilité prémonitrice du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, un homme courageux défendant son pays.

Le gouvernement est également lancé dans une campagne visant à contraindre les entreprises à conclure des accords avec Israël. Les chambres de commerce locales ont été fortement encouragées à se rendre en Israël et à nouer des partenariats. J'ai personnellement reçu de nombreux appels de grandes entreprises japonaises qui ressentaient la pression officielle, tout en étant conscientes du risque pour leur réputation de faire des affaires avec des entreprises israéliennes impliquées dans la colonisation de la Palestine. Elles me suppliaient de leur indiquer une entreprise israélienne « propre » avec laquelle elles pourraient faire des affaires sans être visées par le mouvement BDS. Bien sûr, je devais leur dire que cela n'existait pas : toute l'économie israélienne repose sur l'oppression du peuple palestinien et le vol de ses terres. De nombreuses entreprises ont fini par céder à la pression du gouvernement, mais il y a fort à parier qu'elles sont en train de revoir leur portefeuille de toute urgence. La décision d'Itochu de rompre ses liens avec Elbit Systems pourrait marquer le début d'une nouvelle tendance et un grand pas en arrière dans la remilitarisation du Japon et sa pleine intégration dans le groupement militaire anti-Chine des États-Unis en Asie de l'Est.

La décision d'Itochu doit être saluée et le mouvement BDS doit poursuivre ses boycotts des entreprises complices des abus d'Israël. Toutefois, il y a une limite à ce que l'on peut attendre des entreprises privées, dont la raison d'être est de maximiser leurs profits. Ce sont les gouvernements qui définissent les règles du jeu pour les entreprises, par le biais de lois et de réglementations. Les gouvernements doivent s'assurer que les entreprises respectent les droits humains et les sanctionner lorsqu'elles ne le font pas. En particulier, les gouvernements occidentaux (et le Japon) doivent cesser de soutenir sans vergogne l'apartheid et le génocide israélien et s'assurer que les entreprises relevant de leur juridiction font de même. C'est la seule façon de sauver les derniers vestiges de leur crédibilité déclinante.

Saul J Takahashi est professeur de droits humains et d'études sur la paix à l'université Osaka Jogakuin d'Osaka, Japon.

Source : [Al-Jazeera](#)

Traduction : AJC pour l'Agence Média Palestine

date créée
2024/02/20